

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

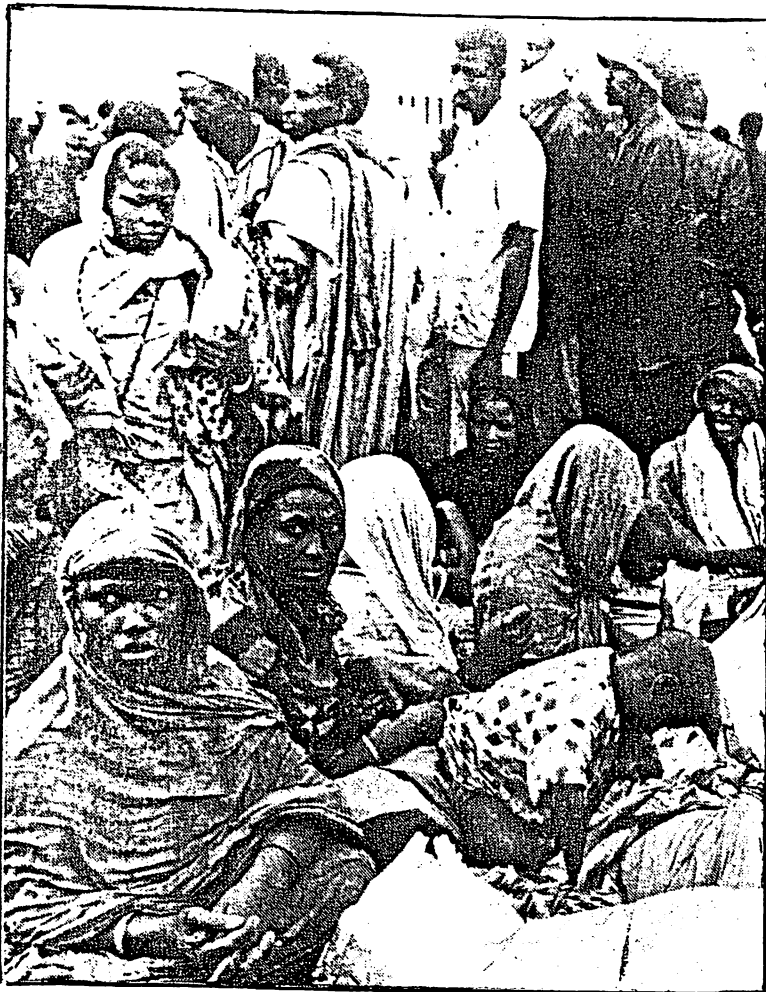
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 4 MAI 1989

N°178

PRIX: 4 FF



DIOUF-OULD TAYA

ASSASSINS !

SOMMAIRE
AU
VERSO

SENEGAL - MAURITANIE

**LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS
DE PATRIE NI DE FRONTIERE**

SOMMAIRE

é d i t o r i a l

Pages 2 à 4

- Editorial

SENEGAL - MAURITANIE

DIOUF - OULD TAYA ASSASSINS !

Pages 4 et 5

- Mauritanie: les querelles entre cultivateurs et éleveurs...

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS DE PATRIE, NI DE FRONTIERE

Une simple querelle au départ entre cultivateurs et éleveurs dans un petit village s'est transformée en une tuerie sanglante entre Maures et Sénégalais à Dakar, à Nouackchott ainsi que dans d'autres grandes villes.

Page 6

- Sénégal: La politique de Wade dans ces événements: la surenchère anti-maure.

En quelques jours, ces affrontements ont déjà fait plus de 250 tués ainsi que des dizaines de milliers de personnes ayant pris le chemin du retour pour fuir dans la panique leur pays d'accueil.

- Quand les dirigeants français jouent les humanistes.

Ce sont de véritables pogromes qu'ont vécus de part et d'autre la communauté sénégalaise de Nouackchott et la communauté maure de Dakar. Cela ne peut que nous révolter, pas seulement en tant que travailleurs sénégalais ou mauritaniens, mais en tant que travailleurs tout simplement, quel que soit notre pays d'origine, car c'est un fossé supplémentaire qui vient de se creuser dans le sang et dans la haine entre deux communautés qui, jusqu'à présent, se côtoyaient sans affrontements. C'est un fossé de plus qui vient s'ajouter à toutes les divisions héritées du colonialisme et perpétuées par les régimes en place.

Page 7

- Tchad: Tentative de coup d'Etat pour un nouveau partage du gâteau.

Pages 8 à 10

- Côte d'Ivoire: Houphouët Boigny sort son vieux boubou.

- Echos de Côte d'Ivoire.

Page 11

- Arafat en France: un homme prêt à servir l'impérialisme sur le dos de ceux qui se battent.

Les deux chefs d'Etat, Diouf et Ould Taya, ont fait semblant d'être attristés par ces événements. Quels sinistres hypocrites! On a même vu Abdou Diouf verser une larme en direct à la télévision, devant l'atrocité des mutilations dont ont été victimes les ressortissants sénégalais de Nouackchott. Alors que de son côté, Ould Taya faisait semblant de se préoccuper du sort de la communauté maure de Dakar, victime du pillage et des affrontements.

Page 12

- Chine: manifestations massives contre la dictature et les inégalités.

Les deux gouvernements ont tout fait pour aller dans le sens de la haine. Ils ont jeté de l'huile sur le feu en accusant l'autre partie d'être responsable de la violence. Un couvre-feu a été instauré à Dakar et à Nouackchott; mais visiblement, c'était juste de la mascarade destinée à faire croire qu'ils se préoccupaient du sort des victimes. Il semblerait même que ce sont des dignitaires féodaux du régime de Ould Taya qui ont commandité des crimes et des atrocités contre des ressortissants sénégalais de Nouackchott.

Page 13

- Avis aux lecteurs

- Abonnement et adresse.

Abdou Diouf et Ould Taya font mine d'être choqués par les excès de violence, mais ils sont en réalité bien plus responsables que ces jeunes qu'ils condamnent après les massacres et les pillages, parce que ces dirigeants, eux, avaient une politique qui allait dans le sens de la haine anti-mauritanienne chez l'un et anti-sénégalaise chez l'autre. Tout comme Wade d'ailleurs qui a beau se poser comme opposant à Diouf, sa politique se limitait à essayer de coincer Diouf sur le terrain de la haine nationaliste.

... / ...

Quant à l'impérialisme français, il faut le cynisme monstrueux de ses dirigeants pour oser faire mine de s'indigner, eux qui ont préparé les divisions et les haines, et se sont appuyés dessus pendant tant de temps, eux qui en étrangeant les populations pauvres d'Afrique les poussent vers le désespoir.

Bien sûr, dans la réaction des jeunes déshérités de Dakar, il y avait un peu la colère contre la misère. Quand ils sont allés piller les boutiques, leur motivation n'était pas forcément que d'ordre ethnique. Il peut y avoir aussi chez eux le sentiment que les boutiquiers sont des riches, des privilégiés alors qu'eux, ils vivent dans la misère.

Mais ce ne sont pas aux riches en général qu'ils s'en sont pris, c'est aux Maures, y compris aux haratines qui sont parfois aussi pauvres qu'eux-mêmes et qui vivent de menus travaux, de menus services (comme porteurs d'eau par exemple). Leur colère a été détournée sur une autre voie à la fois stérile et barbare.

Oui, ces bidonvilles des grandes agglomérations urbaines du continent africain recèlent une quantité de colère et de violence incommensurable à cause de la misère, de la pauvreté, d'une absence totale de perspective. Mais on voit aussi au travers de ce qui s'est passé à Dakar et à Nouackchott, comment la colère peut être rendue stérile et la violence seulement barbare au lieu d'être efficace.

Ce qui s'est produit à Dakar et à Nouackchott, ce n'est pas la résurgence ou la survivance d'un passé, mais quelque chose de nouveau. Dans les grandes villes comme Dakar ou Nouackchott, vivent côte à côte plusieurs dizaines de communautés différentes. Les déshérités de toutes les ethnies, de toutes les religions y viennent et ce, de plus en plus nombreux, pour fuir la misère des campagnes. C'est par centaines de milliers qu'ils s'entassent dans les quartiers populaires et les bidonvilles, toutes ethnies confondues, pour survivre.

Cela peut être la pire comme la meilleure des choses. La pire, lorsque les politiciens (ceux qui gouvernent déjà ou ceux qui, comme Wade, aspirent à parvenir au pouvoir) réussissent à monter les pauvres les uns contre les autres pour détourner leur colère contre leurs propres frères de classe. La meilleure, lorsque ces millions de pauvres prennent conscience de leur force, s'organisent pour se battre ensemble contre la misère et la dictature.

Les villes des pays pauvres sont de véritables bombes humaines, capables de transformer de fond en comble l'avenir des pays pauvres et pourquoi pas la face du monde entier! Mais c'est aux prolétaires conscients de faire en sorte que cette situation devienne un capital formidable pour changer les choses et changer notre sort.

Alors, après ce qui vient de se passer en Mauritanie et au Sénégal, il ne s'agit pas de se contenter de déplorer les morts et de geindre sur le sort des milliers de victimes. Ce n'est pas une fatalité que la colère et la violence des masses pauvres retombent sur les pauvres eux-mêmes.

Mais pour que les pauvres, les déshérités et tous les exploités n'en soient pas réduits à compter leurs morts en se battant entre eux, il faudrait qu'il y ait une autre politique. Il faudrait faire en sorte que cette immense puissance explosive que représente la colère des masses soit tournée dans un sens qui permette aux masses de se libérer au lieu qu'elle serve seulement à se forger de nouvelles chaînes. Parce que des explosions de colère sont inévitables à cause de la misère qui règne en Afrique, à cause de l'exploitation impérialiste et de la rapacité des parvenus des classes bourgeoises d'Afrique, la situation des classes pauvres deviendra de plus en plus intenable.

Alors, la question n'est pas de savoir s'il y aura des révoltes, des émeutes violentes car là, point n'est besoin d'être un prophète pour dire qu'il y en aura. Mais dans quel sens iront ces révoltes et ces émeutes? Et là, il s'agit d'une question politique.

Ou bien la seule politique proposée aux masses pauvres le sera par les dirigeants, par les classes privilégiées ou par les dignitaires religieux, alors il ne fera pas bon d'être pauvre en Afrique, car on va les faire s'entretuer. La misère et la pauvreté ne feront que rendre encore plus barbare la violence entre les masses pauvres.

L'autre perspective, c'est que le prolétariat africain, celui des entreprises, des entrepôts, des docks, des mines, etc, s'organise pour offrir une politique pour lui-même comme pour l'ensemble des classes pauvres de la société.

Cette autre perspective, c'est que le prolétariat organisé apprenne à intervenir sur la scène politique au nom de sa propre révolution à lui, c'est-à-dire en expropriant la bourgeoisie aussi bien nationale qu'étrangère, c'est-à-dire au nom de la prise du pouvoir et de son exercice par le prolétariat en armes, c'est-à-dire au nom de la révolution prolétarienne internationale. Et qu'au nom de ces valeurs, il entraîne derrière lui les autres classes pauvres de la société.

La cohabitation véritablement fraternelle des peuples demande un niveau de richesse et de culture que seules, la révolution prolétarienne internationale et la répartition entre tous des richesses accumulées par la bourgeoisie des pays riches peuvent assurer. Mais d'ici que cette révolution triomphe, les prolétaires d'Afrique peuvent forger leur unité dans le combat commun pour leur émancipation.

MAURITANIE

Les querelles entre cultivateurs et éleveurs n'ont rien de nouveau

Il y a toujours eu, dans la région du fleuve du côté de Bakel et dans d'autres régions d'ailleurs, des querelles et des bagarres entre les éleveurs et les paysans. Par exemple en 1958, c'est-à-dire avant l'indépendance, dans la région de Magama (en Mauritanie), il y a eu des bagarres à Tassota entre les éleveurs et les paysans, entraînant plusieurs morts et blessés. Cela n'a jamais déclenché une bagarre générale entre ethnies.

Plus récemment encore, entre le village de Bouli (toujours en Mauritanie) et celui de Teïssiby au Mali, il y a eu un conflit entre Sarakolés à cause des champs situés à proximité des frontières. Ce conflit a fait aussi plusieurs morts. Et les autorités mauritaniennes n'ont pas réagi de la même manière, car il ne s'agissait pas de bagarre entre les Beydanes (Arabo-berbères) et les autres ethnies.

Il y a eu d'autres bagarres à Magama même, entre les Peulhs éleveurs et les paysans. Mais tous ces problèmes ont été arrangés entre les belligérants concernés, sans que les autorités n'interviennent.

Un régime en faillite

Donc, la raison d'intervention des féodaux soutenus par le régime se situe ailleurs: c'est un régime qui est en faillite depuis la guerre qu'ils ont menée contre

le Front Polisario. Ils ont consacré beaucoup d'argent et consenti d'énormes sacrifices à cette guerre. A cela s'ajoutent la crise économique mondiale qui les étouffe, et les contradictions internes du régime. Depuis dix ans, il n'y a pas eu moins de cinq coups d'Etat réussis ou manqués dans ce pays.

Il y a une agitation permanente due à la politique raciste et discriminatoire des gouvernements qui se sont succédés depuis trente ans. Car les Beydanes concentrent tous les pouvoirs politiques et économiques dans leurs mains. Toutes les autres ethnies sont écrasées et méprisées, notamment les Haratines qu'ils ont pourtant utilisés cette fois-ci contre les Négro-africains.

La Mauritanie est le seul pays d'Afrique de l'ouest où l'esclavage existe encore dans les faits bien qu'il soit aboli depuis 1980, mais seulement sur le papier. Pour ces dictateurs galonnés, les Kahal (c'est-à-dire des Noirs) sont "mouknisse" (ou puants, expression souvent utilisée par les féodaux contre les Haratines). Il est bien vrai que cette ethnie qui a suivi cette fois-ci ses bourreaux contre les ethnies négro-africaines est l'une des opprimées et des moins considérées.

En effet, les Haratines sont toujours considérés comme des esclaves par des Beydanes et des Négro-africains. Ainsi ces derniers, surtout leurs organisations politiques telles que Walifougui et Kadahine et des organisations arabo-berbères dites progressistes, ainsi que l'organisation des Haratines affranchis n'ont jamais eu une politique juste vis-à-vis de cette ethnie la plus opprimée et la plus humiliée.

Les Haratines entre deux politiques contraires à leurs intérêts

C'est donc dans ce contexte de faillite, confronté à une contestation plus ou moins latente, que le régime de Ould Taya a saisi l'occasion favorable qui se présentait pour détourner le mécontentement de la population et noyer la contestation. De toute évidence, c'est sciemment que les dirigeants se sont emparés de la mort d'un riche commerçant beydane de Bakel pour porter l'affaire à Nouackchott où manifestement des centaines de Haratines étaient payés pour faire la chasse aux Sénégalais.

On a vu les dignitaires féodaux du régime et leurs anciens esclaves haratines se transformer en bandes armées et s'attaquer dans la rue à tous les Noirs non beydanes. Ils allaient de maison en maison, celles où il y avait des Négro-africains, et visiblement ils ont reçu des ordres d'en haut, car ils leur demandaient la carte d'identité nationale. Ceux qui, par malheur, refusaient de présenter cette carte ou n'en avaient pas, étaient aussitôt tabassés à mort. Ce qui fait que beaucoup de Négro-africains de nationalité mauritanienne y ont laissé leur vie.

Si le régime de Nouackchott et ses féodaux ont réussi leur coup en entraînant les Haratines derrière eux, c'est bien parce que personne d'autre n'offrait à ceux-ci une autre politique (même pas celle de la solidarité entre les opprimés) et surtout pas les organisations nationalistes négro-africaines du bord du fleuve, comme le Front Walfougui dont le premier souci est que leur région soit rattachée à l'Etat sénégalais.

Le seul terrain sur lequel on pourrait trouver l'oreille des Haratines, c'est justement le terrain social de classe, c'est-à-dire le terrain où tous les exploités, quelle que soit leur ethnie, peuvent être sur le même pied d'égalité. Mais cette démarche est à l'opposé de celle des nationalistes. Elle est pourtant vitale pour l'avenir des exploités.

SENEGAL - MAURITANIE

La politique de Wade dans ces événements: la surenchère anti-maure

Depuis son retour au Sénégal (après un long séjour en France), Wade fait feu de tout bois. Il n'hésite sur aucune occasion pour faire de la démagogie. Qu'il s'agisse de la crise économique et de la dégradation du niveau de vie de la majorité de la population, il dit qu'il a des solutions. Sur le problème de la Casamance, il prétend en avoir également. Il se voit déjà président à la place de Diouf, sauf que ce dernier tient encore à le rester.

Les affrontements entre éleveurs mauritaniens et cultivateurs sénégalais ont été pour Wade une autre occasion de faire de la surenchère cette fois-ci sur le nationalisme anti-maure. Lorsque les éleveurs, avec l'aide des gardes-frontières mauritaniens, ont tué deux paysans de Diawara et retenu en otages 13 ressortissants sénégalais à Selbaby, les "sopistes" réclamaient du gouvernement qu'il agisse vite pour libérer les "otages" et pour protester auprès des autorités mauritaniennes.

Ce n'est pas un hasard non plus si les premières actions violentes contre les Maures à Dakar ont d'abord éclaté (selon les témoignages de certaines personnes revenant de Dakar) dans les quartiers où les "sopistes" sont les plus actifs.

Lorsque la nouvelle de la tuerie de Nouackchott est parvenue à Dakar, ce sont, paraît-il, les "sopistes" qui ont appelé les Sénégalais de leurs quartiers à prendre leur revanche sur les Maures de Dakar. C'est ainsi que des jeunes des quartiers populaires arrêtaient systématiquement les taxis et les cars-rapides pour lyncher les Maures qui s'y trouvaient.

Un des reproches de Wade à Diouf, c'est que ce dernier ne réagissait pas vite pour répondre aux exactions contre des ressortissants sénégalais de Nouackchott. C'est ainsi que le PDS a largement contribué à l'aggravation de la violence anti-maure, notamment à Dakar.

Mais il faut croire que, une fois n'est pas coutume, Diouf n'était pas du tout gêné par la surenchère de Wade. Car tout ce qui peut détourner la colère de la population sénégalaise vers des faux ennemis ne peut que lui rendre un grand service, à son régime et aussi à l'impérialisme qui, de tout temps, cherche à diviser les peuples pour mieux les exploiter.

Quand les dirigeants français jouent les humanistes

Le cynisme des dirigeants politiques de l'impérialisme français est vraiment sans limites! Les voilà à verser des larmes de crocodile sur les victimes des affrontements, et à se vanter des quelques avions envoyés pour ramener dans leurs pays d'origine respectifs les victimes de la chasse à l'homme à Nouackchott et à Dakar.

Depuis des siècles, la France coloniale a mené une politique de division en dressant les uns contre les autres. En opposant une ethnie contre une autre ou une population contre une autre. Lorsque la France a été obligée dans les années soixante à reconnaître l'indépendance des pays d'Afrique, elle a laissé un dernier piège en créant des frontières complètement artificielles pour créer des barrières supplémentaires entre les peuples.

Cette politique de division a été cyniquement élaborée dans les bureaux ministériels par des hauts fonctionnaires qui n'avaient même pas l'excuse de la réaction viscérale!

Nos dirigeants ont été à bonne école, pour apprendre comment jouer sur les sentiments ethniques ou religieux. Et puis, il y a autre chose. La violence de l'explosion entre communautés est liée à la misère, à cette misère qui résulte des siècles de pillage impérialiste et à cette exploitation à laquelle les indépendances n'ont pas mis fin.

Oui, ces hauts dignitaires de l'impérialisme, ces soi-disant "humanistes cultivés" à la Mitterrand portent infiniment plus de responsabilité dans le sang versé que les jeunes inconscients de Dakar ou de Nouackchott.

TCHAD : TENTATIVE DE COUP D'ETAT POUR UN NOUVEAU PARTAGE DU GATEAU

Au début du mois d'avril, le chef d'Etat-major de l'armée tchadienne Hassan Djamous, son prédécesseur à ce poste Idriss Deby, le ministre de l'Intérieur Ibrahim Itno et un autre proche de Habré, Taher Guinassou, ont organisé un coup d'Etat. Mais Hissène Habré, prévenu par les services de renseignements américains, l'a déjoué.

Idriss Deby a réussi à fuir au Soudan. Mais les trois autres auteurs du coup d'Etat ont été arrêtés. Ces gens, hier encore très proches de Habré, ont affirmé qu'ils voulaient en finir avec la "dictature", la "gabegie", le "tribalisme" et les "injustices" du régime de Habré.

Ainsi, ces gens qui, pendant des années ont été les lieutenants fidèles de Habré ont découvert brusquement -après avoir échoué dans leur tentative de coup d'Etat- la nature du régime dictatorial qu'ils ont contribué à installer et consolider. Même un naïf est bien obligé d'admettre que cette affaire n'est qu'un simple règlement de comptes entre compères.

En effet, en plus d'une querelle de personnes entre les dignitaires du régime de N'Djaména, les auteurs du coup d'Etat avorté et les cadres de leur ethnie (Zakha-wa) ne sont pas contents de la place et des récompenses accordées en échange des services rendus à Habré pour la conquête du pouvoir. Ils reprochent à ce dernier d'avoir fait exécuter certains des leurs (comme Abou Nassour, ancien président de l'Assemblée nationale) ou arrêter d'autres (comme Sidick Fadoul, beau-frère de Djamous). Mais leur mécontentement provient surtout du fait qu'ils auraient peur de perdre leurs postes et privilèges au profit des opposants qui viennent de se rallier au régime de N'Djaména.

Bref, leur querelle ressemble à celle des gangsters au moment du partage du butin. Et il ne s'agit pas d'une simple comparaison, puisqu'ils sont arrivés au pouvoir eux-mêmes en employant des moyens criminels. C'est une affaire de famille qui n'a rien à voir avec les problèmes réels que connaissent les populations du Tchad.

Pendant qu'ils étaient au pouvoir, les Deby et Djamous amassaient de l'argent, construisaient des villas, profitaient grassement des taxes et impôts extorqués aux populations sous des prétextes divers; et quand cela ne leur suffisait pas, ils se livraient à des activités commerciales et aux trafics de tout genre. Cela est par exemple le cas de Hassan Djamous qui avait le monopole des taxis à N'Djaména.

Ce sont des intérêts et privilèges ainsi que des ambitions personnelles qui étaient à l'origine de la tentative du coup d'Etat.

Les auteurs de ce coup d'Etat ont joué quitte ou double. Ils ont perdu. Et dans cette affaire, ils ont fait figure d'amateurs, pas seulement parce qu'ils ont mal joué, mais aussi parce que grâce à eux, Habré avait un beau rôle à jouer. Aussi bien au niveau du Tchad qu'à l'extérieur, il apparaissait comme celui qui a évité de jutesse une nouvelle guerre de factions. Il serait le rassembleur des Tchadiens et ceux qui voulaient le renverser, des diviseurs. N'est-ce pas là un nouveau service qu'ils ont rendu à Habré?

COTE D'IVOIRE : HOUPHOUËT BOIGNY SORT SON VIEUX BOUBOU DU R.D.A

Depuis deux mois, un peu partout en Côte d'Ivoire, le gouvernement organise "des marches de soutien" à Houphouët pour "sa lutte contre les spéculateurs" et les "affameurs". Ville après ville, partout où ces "marches de soutien" sont organisées, toutes les activités sont officiellement interdites, les marchés et les magasins sont fermés, de même que les devantures des usines, mais les devantures seulement. En effet, le gouvernement décrète ce jour comme jour férié. Ce qui n'empêche pas, entre parenthèses, les usines d'ouvrir.

Si les autorités ont mobilisé les collégiens et les lycées, ils n'ont pas osé le faire vis-à-vis des étudiants. Mais beaucoup d'entre eux ont trouvé leurs salles de cours fermées ce jour-là.

Dans les villages, beaucoup de paysans, même mécontents, ont été obligés de participer à cette mascarade, de peur de ne pas pouvoir vendre leurs produits. De même que dans les quartiers populaires d'Abidjan, tous les moyens ont été utilisés. La Sotra, les chefs religieux, les chefs de quartiers ont été mis à contribution, sans compter les médias qui, à longueur de journée, ont fait le battage et continuent encore de le faire.

Il faut bien voir que c'est là une opération politique montée de toutes pièces. Houphouët a revêtu ou ses journalistes griots lui ont fait revêtir son vieux boubou moisi de fondateur du R.D.A en 1947. On le montre comme le défenseur des petits planteurs contre les ogres qui spéculent sur le cacao et décident de son prix à New York, Tokyo, Londres ou Paris. Il voudrait en fait qu'on le prenne pour le zorro des petits planteurs. Il joue sur les mêmes cordes que les autres dirigeants tels que Mobutu du Zaïre aujourd'hui vis-à-vis de la Belgique ou Didier Ratsiraka de Madagascar, il y a de cela quelques années envers l'impérialisme français.

Ces marches de soutien sont organisées parce que les dirigeants de la Côte d'Ivoire sentent qu'il y a un mécontentement qui monte. Ils essayent de prendre les devants en dénonçant "les spéculateurs", "les pays consommateurs" ou "les pays nantis". Ce ne sont pas les qualificatifs ou les adjectifs pompeux qui leur manquent. En clair, ces dirigeants disent que c'est la faute de l'impérialisme, même s'ils ne le désignent pas nommément.

Certes, les pays impérialistes étranglent de plus en plus les populations pauvres des pays sous leur domination. Ils imposent leur pillage et leur exploitation sauvage aux quatre coins de la planète pour faire le maximum de profit sur les matières premières. Mais pour cela, l'impérialisme a aussi besoin d'intermédiaires. Et ces intermédiaires ne sont personne d'autre que les Houphouët eux-mêmes. Et ces gens-là ne travaillent pas gratuitement. Ils se remplissent les poches au passage.

Pour camoufler cette réalité, les dirigeants de la Côte d'Ivoire ressortent des discours d'avant l'indépendance pour dire qu'ils ont combattu les colonialistes, qu'ils ont fait ceci ou cela.

Mais ce que ces sous-fifres de l'impérialisme ne peuvent pas camoufler, c'est leurs grosses villas là-bas ou leurs châteaux ici en Europe, de même que leur mépris vis-à-vis des travailleurs. Ce que ces gens-là oublient, c'est que cette corde est aujourd'hui tellement usée, cette chanson tellement vieille, qu'elle risque, cette fois-ci, de sonner faux ou de se casser entre leurs mains.

ECHOS . . . ECHOS . . . ECHOS . . . ECHOS

COTE D'IVOIRE:

Le cacao dégage une mauvaise odeur, le régime d'Houphouët aussi

Quand on se promène dans la ville d'Abidjan, surtout dans la zone portuaire, on sent une drôle d'odeur. Oh! non, ce n'est pas la mer, mais plutôt le cacao...en train de pourrir.

En effet, il y a de longues files de camions pleins de cacao qui sont immobilisés dans la zone portuaire depuis des mois. Cela s'explique parce que les entrepôts eux-mêmes sont pleins du fait de la mévente de ce produit. Il faut ajouter par ailleurs que des dizaines de milliers de tonnes de ce produit sont stockés chez les paysans et dans les entrepôts à l'intérieur du pays.

Dans cette affaire, les chauffeurs de camions qui ne sont pas payés pendant ce temps et surtout les nombreux paysans et ouvriers agricoles risquent de se mettre en colère et faire avaler à Houphouët et aux capitalistes le cacao pourri.

Les gbakas en colère

Les chauffeurs et "apprentis" des gbakas (mini-bus circulant dans les quartiers périphériques d'Abidjan) se sont mis en grève pendant près de trois jours, à commencer du 21 avril. A l'origine, c'est un policier qui a tiré sur un chauffeur de gbaka pendant que ce dernier conduisait son mini-bus rempli de travailleurs rentrant chez eux. C'est ça qui a déclenché la colère des travailleurs. Mais la raison principale de cette mobilisation générale est à chercher ailleurs.

En effet, les gbakas se font rançonner à longueur de journée sur leur parcours. A chaque passage, le chauffeur est obligé de payer 500 F CFA. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois que les gbakas se mettent en grève. Le mois d'août dernier, il y avait eu une grève pour les mêmes raisons.

Ce qui était nouveau cette fois-ci, c'étaient les barricades que les grévistes ont mises en place à Abobo. Ils étaient aidés par les jeunes des quartiers qui exprimaient eux aussi leur colère. Les voitures d'Etat, reconnaissables par leur immatriculation, étaient reçues à coups de pierre. De même que les taxis et les bus considérés comme des casseurs de grève.

RAN coupés en deux, des travailleurs licenciés

Le réseau ferré Abidjan-Niger qui liait Ouagadougou à Abidjan et qui était géré jusque-là par une même administration a été coupé en deux. Une partie jusqu'à la frontière est gérée par le Burkina Faso et l'autre par la Côte d'Ivoire.

C'est déplorable de voir que le peu de choses que cette région de l'Afrique avait en commun se divise sous prétexte qu'il y a une frontière qui sépare ces deux pays.

Quand on regarde ce problème de près, on constate que c'est en fait un moyen de licencier des travailleurs. En effet, il paraîtrait qu'il y a eu, au mois d'avril, 1885 travailleurs licenciés, rien que du côté ivoirien.

C'est révoltant vis-à-vis des travailleurs qui ont été licenciés. Car eux au moins, ils sont utiles à la société contrairement à tous ces galonnés et parasites. Mais c'est aussi révoltant vis-à-vis des petites gens qui utilisent ce moyen de transport. Car inévitablement, le réseau ferré ne peut, de ce fait, que se dégrader. C'est une situation qui peut être catastrophique quand on sait que le matériel qui existe est déjà vieux et insuffisant.

ARAFAT EN FRANCE

UN HOMME PRET A SERVIR L'IMPERIALISME SUR LE DOS DE CEUX QUI SE BATTENT

Si Mitterrand a reçu Arafat, ce n'est pas en tant que chef des combattants palestiniens, mais comme le dirigeant d'un futur Etat palestinien. D'ailleurs, bien avant sa réception par Mitterrand, Arafat avait déjà bénéficié d'une appréciation quelque peu favorable de la part des Etats-Unis. Il y avait même eu des rencontres entre une délégation américaine et celle de l'O.L.P. Ce qui est une nouveauté.

Ce n'est pas un hasard si ce crédit que les dirigeants des puissances impérialistes accordent à Arafat a lieu justement au moment où l'Etat d'Israël, malgré ses gros moyens, est incapable d'arriver au bout de "l'Intifada", la révolution des pierres des jeunes palestiniens. Cette lutte de la jeunesse palestinienne révoltée dure depuis plus d'un an et demi. Israël est loin d'assurer l'ordre dans la région.

Or, les causes de la révolte de la jeunesse palestinienne, la misère, les injustices, l'arbitraire, la dictature, ne sont pas propres aux territoires occupés. Elles existent aussi ailleurs, en particulier dans les pays arabes voisins. Et la révolte de ces jeunes, peut facilement servir d'exemple, faire tâche d'huile et s'étendre dans les autres pays de la région, comme tout dernièrement en Jordanie.

Si depuis une année, les chances d'Arafat de devenir le chef d'un Etat palestinien indépendant se sont accrues, c'est évidemment à cause de "l'Intifada", à cause du courage de ces jeunes palestiniens dont l'armée israélienne n'en vient pas à bout.

Si l'impérialisme -en particulier américain- est peut-être plus prêt aujourd'hui que jamais à envisager la création d'un mini-Etat palestinien, ce n'est pas seulement, ni même principalement, parce que Arafat a mis de l'eau dans son vin vis-à-vis d'Israël. C'est surtout parce que l'impérialisme américain aimerait bien que quelqu'un fasse le travail que l'armée israélienne est incapable de faire: démobiliser, désarmer moralement ces jeunes palestiniens dont la combativité peut faire tâche d'huile dans la région, au point de faire trembler les régimes pourris de la Jordanie, d'Arabie Saoudite, de Syrie ou d'Egypte.

Et Arafat, contrairement aux dirigeants israéliens, a la possibilité de jouer sur les illusions nationales de ces jeunes, sur l'illusion qu'un Etat indépendant, qu'un gouvernement national, répondra à leurs aspirations.

Ce sont des illusions, car de Houphouët Boigny à Sékou Touré, longue est la liste des dirigeants, ceux au service ouvert de l'impérialisme comme ceux réputés "progressistes" qui se sont révélés les pires ennemis de leurs propres peuples. Et Chadli, dirigeant d'une Algérie indépendante pour laquelle des centaines de milliers d'Algériens ont donné leur vie, a été aussi féroce dans la répression des jeunes de son propre pays que pouvaient l'être les Israéliens contre les jeunes palestiniens.

Alors, Arafat est peut-être près de son but. Mais les exploités de la Palestine auront encore bien d'autres combats à mener pour s'émanciper.

CHINE :

MANIFESTATIONS MASSIVES CONTRE LA DICTATURE ET LES INEGALITES

Ces dernières semaines, à l'occasion de la mort et des funérailles de l'ancien secrétaire général du PC chinois, Yu Yaobang, partisan des "réformes" qui a été limogé en 1987, des manifestations massives, mobilisant parfois plusieurs centaines de milliers d'étudiants et d'ouvriers, ont eu lieu du 17 au 27 avril à Pékin et plus récemment à Shanghai.

Au cours de leurs manifestations et grèves, les étudiants réclamaient la démocratie et la liberté de la presse. Ils dénonçaient la corruption et les privilèges en scandant des slogans tels que "A bas les mandarins!"

Les étudiants ont raison de se battre contre la dictature et les inégalités sociales. La misère frappe une grande partie de la Chine. Plusieurs millions de paysans sont chassés des campagnes par la faim et la misère, et ils sillonnent les routes à la recherche d'une vie meilleure dans les villes.

Mais en ville même où règnent le chômage et l'inflation, la situation est très difficile pour les petites gens. Les salariés, y compris des intellectuels, touchent des salaires bas, il manque des crédits pour l'enseignement, l'avenir semble bouché pour les étudiants. C'est la misère ou la vie difficile pour une bonne partie de la population à un bout de la chaîne; mais à l'autre bout, certaines couches sociales vivent bien et s'enrichissent.

Pendant plusieurs années, la Chine était, surtout pour les pays pauvres, le bon exemple d'une synthèse réussie du nationalisme et du communisme. Eh bien, nous voyons bien à travers ce qui se passe dans ce pays que le nationalisme, fût-il radical, ne permet ni d'en finir avec l'exploitation capitaliste, ni d'instaurer un régime démocratique.

La Chine, malgré ses immenses ressources humaines et naturelles, a montré par son incapacité à résoudre les problèmes de pauvreté que ce n'est pas à l'échelle nationale, mais à l'échelle mondiale qu'il est possible de changer vraiment les choses. A condition qu'à cette échelle, le prolétariat renverse et exproprie la bourgeoisie.

Chers lecteurs,

Oui, le "Pouvoir aux Travailleurs" est passé de 3 à 4 FF. La hausse des prix qui pèse sur tous les travailleurs nous contraint à cette augmentation.

Nos lecteurs comprendront.

*

*

*

*

A B O N N E M E N T

- France : pli ouvert 55 FF; pli fermé 65 FF. Le paiement se fait uniquement en liquide ou en timbres-postes courants.

- Etranger : même tarif mais

uniquement en "coupons-réponses" international.

A D R E S S E

Toute correspondance est à adresser à COMBAT-OUVRIER
B.P. 42 - 92114-CLICHY Cedex

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.

- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.

- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.